



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
[PAYS]

ACTUALISATION SEMESTRIELLE DES PROGRES DU PROJET

POUR LA PERIODE JANVIER- JUIN 2013

No & Intitulé du projet	00083867-PBF/IRF/-60 : Appui au développement d'une stratégie nationale pour la RSS en Côte d'Ivoire		
Organe(s) bénéficiaire(s)¹:	UNDPKO		
Partenaires d'exécution (gouvernement, institutions de l'ONU, ONG, etc.)	Présidence de la République/Secrétariat du Conseil National de Sécurité ONUCI		
Site:	Abidjan- Côte d'Ivoire		
Budget total approuvé²	550,000 US		
Fonds engagés³	467,471 US	% de fonds engagés / budget total approuvé:	85 %
Dépenses⁴:	62,477 US	% de dépenses / budget total: (taux d'exécution)	13,35 %
Date d'approbation du projet:	Juin 2012	Retard possible concernant la date de clôture opérationnelle (en nombre de mois)	Suite à l'approbation par PBSO et le transfert des fonds à DPKO/NY, l'ONUCI a dû établir un <i>trust-fund</i> local afin de recevoir les fonds. Ce processus a pris plusieurs mois et pourrait impacter sur le calendrier initial.
Date de démarrage du projet:	5 Septembre 2012		
Date prévue pour la clôture opérationnelle du projet:	30 Mars 2015		
Domaine de résultats attendus par le PBF⁵	Domaine de résultats (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet): Priorité 1 : Appui à la mise en œuvre des accords de paix et du dialogue politique ainsi que le renforcement des institutions nationales Priorité 2 : Renforcement des capacités en vue de la réconciliation nationale et de la consolidation de la paix		

¹ Veuillez noter que, s'il y a plusieurs organes, un seul rapport de projet – consolidé - doit être soumis.

² Par « budget approuvé », il faut entendre le montant total des fonds versés aux organes bénéficiaires.

³ Par « Fonds engagés », il faut entendre les engagements de services et d'activités pris dans le cadre de contrats juridiques, conformément aux règles et procédures financières des organes bénéficiaires

⁴ Paiements effectifs (contrats, services, travaux), dans le cadre des engagements pris.

⁵ Se référer aux domaines définis dans le cadre du Plan des priorités ou du Plan directeur du PBF (PMP).

Évaluation qualitative des résultats obtenus et des problèmes subsistants

Le projet PBF pour l'appui au développement d'une stratégie nationale pour la RSS en Côte d'Ivoire n'a pu être engagé tel qu'initialement prévu en raison de problèmes administratifs ayant entraîné un retard important dans le déblocage et la mise à disposition des fonds aux responsables de la mise en œuvre. Ainsi les fonds agréés en Juin 2012 n'ont été disponibles qu'à partir du mois de Mai 2013. Par conséquent, les activités initialement planifiées n'ont pu être engagées dans les temps impartis. Les résultats identifiés dans le document de projet ont aussi été rendu obsolète. Ainsi, le résultat principal concernant l'adoption d'une stratégie nationale de RSS initialement prévu par le projet avait déjà été dépassé lorsque les activités du projet PBF ont finalement pu démarrer. Il est donc apparu nécessaire d'apporter des correctifs et modifications aux produits et effets visés pour atteindre des résultats en lignes avec les priorités du fond de consolidation de la paix et les besoins au niveau national. Ainsi, plutôt que d'axer le projet sur l'adoption d'une stratégie nationale de RSS, il a été décidé de réorienter le projet de manière à appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale RSS en Côte d'Ivoire. Par conséquent, les activités initialement prévues ont aussi été révisés.

Nonobstant le retard dans le déblocage des fonds, une première activité dans le cadre du projet a pu être engagée à partir de Décembre 2012 grâce à un préfinancement de la part de l'ONUCI. Cette première activité concernait un voyage d'étude au Sénégal mené par le Secrétariat du Conseil National de Sécurité (S-CNS) portant sur l'intégration des femmes au sein des forces armées. Cette activité devait être suivi d'un séminaire de restitution dirigé par le S-CNS et visant les différentes parties prenantes ivoiriennes et internationales. Le voyage d'étude a eu lieu en Décembre 2012 et le séminaire de restitution s'est tenu les 25 et 26 Mars 2013 à Abidjan. Par ailleurs, depuis le mois de Mai 2013 plusieurs avancées notables ont été réalisées dans la planification et l'organisation des prochaines activités qui devraient avoir lieu à partir d'Aout 2013.

Pour ce qui concerne l'activité déjà entièrement réalisée, le séminaire organisé conjointement avec le S-CNS, avait pour objectif principal de rendre compte des leçons apprises durant le voyage au Sénégal à propos de l'intégration des femmes au sein des forces armées et en particulier au sein de la Gendarmerie. De plus, ce séminaire visait à offrir une opportunité pour les autorités ivoiriennes d'échanger avec la société civile sur la question du genre et de la sécurité. Enfin, le séminaire devait permettre de sensibiliser les parties prenantes ivoiriennes et internationales sur les possibilités d'intégrer des femmes au sein des différentes forces de sécurité et de poser les bases pour l'adoption d'une stratégie à cet effet.

Le séminaire de restitution du voyage d'étude a permis de réunir une soixantaine de participant incluant des représentants des différentes forces

de sécurité (Armée, Gendarmerie et Police), des délégués de différents ministères ainsi que des représentants de la société civile. Les leçons apprises par les participants au voyage d'étude ont par ailleurs été renforcées par la présence de deux officiers de l'Armée et de la Gendarmerie sénégalaise venu témoigner de l'expérience de leur pays dans l'intégration des femmes au sein des forces armées. Qui plus est, la portée du voyage d'étude a aussi été amplifiée par la réalisation d'un reportage télévisé diffusé sur la première chaîne nationale. Enfin, le séminaire de restitution a aussi permis l'adoption de recommandation à l'encontre des Force Républicaine de Côte d'Ivoire (FRCI), de la Gendarmerie et concernant la mobilisation des ressources. Ces recommandations ont ensuite été retransmises aux hautes autorités étatiques y compris le cabinet du premier ministre et à différent ministère (Défense, de la femme et des enfants, Justice, Education, etc.).

Le séminaire de restitution fut effectivement un succès et a permis d'engager différents acteurs du secteur de la sécurité sur la question du genre au travers de l'exemple d'un pays culturellement et géographiquement proche, le Sénégal. La participation active et engagée ainsi que l'adoption de conclusions et recommandations ont permis d'identifier les étapes nécessaires pour une plus grande inclusion des femmes au sein des forces de sécurité. Cependant, l'impact au niveau des décisions stratégiques reste encore difficilement mesurable et les résultats escomptés se heurtent aux lenteurs administratives quant à l'adoption de plan d'actions et de stratégies nationales. Il faut toutefois noter que le gouvernement de Côte d'Ivoire a indiqué ouvrir les écoles de formations de la Police et de la Gendarmerie aux filles à compter de la prochaine rentrée académique.

Durant la période allant de janvier à juin, des actions ont aussi été engagées pour mettre en œuvre l'activité d'échanges d'expert Sud-Sud sur la question du suivi et évaluation du processus RSS. La division RSS en collaboration avec le Secrétariat du CNS ont notamment établi les termes de références pour l'utilisation de l'expert comprenant entre autres une session de formation à l'attention des points focaux des instances en charges de la mise en œuvre de la réforme. Sur base de ces termes de références et avec le soutien du CivCap un nombre d'expert des pays du Sud ont été identifié et sélectionné par le Secrétariat du CNS. Le déroulement de cette activité est prévu pour juillet pour une durée de deux jours. Un expert en suivi & évaluation devra être sélectionné dans la base de données du CivCap pour participer au séminaire.

EVALUATION DE LA PERFORMANCE A PARTIR D'INDICATEURS: *Sur la base du Cadre de résultats des programmes à partir du Descriptif de projet, fournir, dans le tableau ci-dessous, une actualisation soulignant la conformité avec les indicateurs aux niveaux des résultats et des produits. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, ainsi que le mode de collecte envisagé pour ce type de données, et la date à laquelle la collecte aura lieu.*

	Indicateurs de performance	Données de référence en tant qu'indicateurs	Cibles fixées en termes d'indicateurs	Cibles atteintes	Raisons expliquant l'écart éventuel	Risques
<p>Résultat 1⁶</p> <p>Le Gouvernement national prend pleinement en main l'élaboration et la mise en place d'une politique efficace de RSS et de DDR en vue d'accélérer le processus de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire</p>	<p>IP1.1.1</p> <p>Existence d'une stratégie nationale de RSS, incluant le programme DDR et la réforme des forces armées, de la police et de la Gendarmerie qui intègre et fait la promotion des femmes dans les forces armées</p>	<p>aucun document de stratégie nationale en matière de RSS n'existe</p>	<p>01 (un) document de stratégie nationale RSS adopté et mis en œuvre</p>	<p>Partiellement : car le projet a contribué aux plans d'action budgétisés</p>	<p>Le projet n'a pu contribuer à travers la première activité planifiée de mise à disposition d'expertise, à l'élaboration de la stratégie en raison des problèmes de lenteur administrative survenus lors du transfert des fonds PBF vers DPKO. Toutefois, les fonds ont contribué à travers la mission d'étude au Sénégal, à l'élaboration des plans d'action, particulièrement sur la question du genre. Le processus en cours a abouti et l'expertise a servi à la mise en œuvre du projet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de volonté politique pour engager le processus de RSS - Manque d'avancée dans le dialogue et la réconciliation nationale

⁶ Tout pays pertinent (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet) ou inscrit dans le Plan de gestion du projet.

<p>Produit 1.1</p> <p>Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la RSS sont sensibilisés à la question du genre et contribuent efficacement à la promotion du genre au sein des forces de sécurité</p>	<p>Indicateur 1.1.1</p> <p>Perception d'une intégration réussie des femmes au sein des forces armées du Sénégal par les participants (membres S-CNS et représentants des forces armées ivoiriennes) au voyage d'étude du Sénégal</p>	<p>mitigée</p>	<p>bonne</p>	<p>Les ateliers/séminaires de sensibilisation et de formation ont connu un début de mise en œuvre. Le séminaire/atelier de restitution sur le voyage d'étude au Sénégal effectué par le Secrétariat du Conseil National de Sécurité (S-CNS) et les forces armées ivoiriennes s'est déroulé et a enregistré 69 participants sur un effectif de 100 attendus. L'atelier d'Abidjan a permis de partager l'expérience d'un pays voisin en matière d'intégration des femmes dans les forces armées. Il a également été l'occasion d'élargir le cercle des expériences en la matière, avec la participation des partenaires internationaux et les agences du SNU présents. UN reportage réalisé au cours de ce voyage a été présenté à la population.</p>		<p>Manque d'engagement politique pour la généralisation de l'intégration des femmes des forces armées</p>
--	---	----------------	--------------	---	--	---

				<p>Les capacités des ministères compétents sont renforcées en matière de RSS et le savoir-faire reçu est appliqué pour poser les bases de l'adoption d'une stratégie adaptée aux besoins spécifiques du pays</p> <p>Les acteurs nationaux (gouvernementaux et non-gouvernementaux) sont ainsi sensibilisés et exercent leur rôle de contrôle démocratique sur le secteur de la sécurité.</p>		
	<p>Indicateur 1.1.2 Proportion d'acteurs du secteur de la sécurité sensibilisés/formés qui favorisent la prise en compte du genre dans les forces armées</p>	0	75%	N /A pour la période indiquée	Les informations n'ont pu être disponibles durant la période considérée	Manque de volonté des acteurs au niveau opérationnel

	Indicateur 1.2.3 le Comité de sages est fonctionnel	Non	Oui	N /A pour la période indiquée	L'activité n'a pas pu être mise en œuvre durant la période sous considération.	
Produit 1.2 Le Système de suivi-évaluation de la RSS fonctionne efficacement	Indicateur 1.2.1 Existence de procédures de suivi-évaluation du processus de la RSS	Non	Oui	N /A pour la période indiquée	L'activité n'a pas été mise en œuvre durant la période sous considération. Elle est planifiée pour le deuxième semestre	Manque d'appropriation de mécanisme de suivi évaluation mise en place
	Indicateur 1.2.2 Nombre d'animateurs du Système de M&E de la RSS qui appliquent les procédures de M&E	0	40	N /A pour la période indiquée	L'activité n'a pas été mise en œuvre durant la période sous considération. Elle est planifiée pour le deuxième semestre	

		0				